

comme gouvernement, pour faire ce qu'on appelle des politiques de développement régional.

Vous savez très bien que dernièrement le ministre Martin a fait un discours, assez éloquent d'ailleurs, sur la nouvelle philosophie du BFDRQ, dans lequel il laissait clairement entrevoir que nous allions mettre l'accent sur la PME. Pourquoi mettre l'accent sur la PME, dans le cadre des politiques de développement régional? La raison est très simple. Depuis la fin des années 1970, les compagnies qui ont moins de 100 employés sont les compagnies qui ont bénéficié de l'aide gouvernementale, ce sont les compagnies qui ont créé, qui ont généré 2,3 millions d'emplois au Canada, ce qui représente 87 p. 100 des emplois créés au Canada. Je pense qu'il ne faut pas être devin pour bien comprendre que les politiques de développement régional passent d'abord et avant tout certainement par une connaissance adéquate du milieu, mais également par le soutien à la PME.

Je suis fier de cette initiative de soutien à la PME parce que, lorsqu'on parle de PME, c'est toujours une entreprise qui est très près de la population, une entreprise également dont l'histoire démontre qu'elle passe beaucoup plus facilement à travers les récessions, une entreprise également qui a beaucoup plus de loyauté de façon générale envers ses employés. Ce sont donc des entreprises qui, tout en se diversifiant, vont former, pour le Québec et pour le Canada, une infrastructure économique tout à fait solide et remarquable qui nous permettra par la suite de pouvoir penser de façon internationale.

Nous sommes allés de l'avant, dernièrement, comme nous l'avions dit pendant la campagne électorale et comme le ministre Martin l'a expliqué à plusieurs reprises, avec des consultations prébudgétaires dans un processus très ouvert qui visaient encore à rencontrer la nouvelle philosophie gouvernementale de coopération et de concertation. Cela visait à aller cogner à la porte de l'ensemble de la population pour savoir exactement ce qu'on attendait du gouvernement quand on parle de politique budgétaire.

Un des éléments qui est ressorti de cette politique de consultation, c'est que, oui, la population veut que nous venions en aide aux régions, mais le message clair qui a été envoyé au gouvernement, c'est qu'on ne voulait plus voir d'intervention massive des gouvernements, d'intervention massive et de capitaux massifs donnés et jetés à tout vent, qui souvent étaient jetés dans des programmes non constructifs et qui demeuraient lettre morte après un certain temps.

Fier de cette consultation, le ministre Martin a confié un nouveau mandat au BFDRQ dont il est responsable et a reciblé l'ensemble de ces préoccupations. Le résultat de tout cela, c'est que, suite à la demande de politique de développement régional véhiculée par le BFDRQ, on en est arrivé à une politique qui fut ajustée à la demande de la population. Évidemment, ce sera une politique qui sera beaucoup plus ciblée, donc beaucoup plus efficace.

• (1300)

Entre autres, les champs d'action dans lesquels évoluera le BFDRQ concerne la question de l'innovation, et je cite: «Le transfert de technologies, le design, les projets régionaux structurants, notamment—et je tiens à souligner—dans les questions du secteur touristique. De plus, on va essayer de venir en aide aux

### Les crédits

entreprises pour essentiellement leur permettre d'être concurrentielles au niveau international et qu'elles soient branchées également à l'autoroute électronique.

Donc, le message que j'avais à passer, c'est qu'avec la concertation, avec un gouvernement positif qui est ouvert, on peut réussir. Ce que le Canada est en train de faire présentement c'est de se préparer à affronter les marchés du XXI<sup>e</sup> siècle. Je trouve ça curieux de voir les représentants du Bloc québécois faire des comparaisons souvent boiteuses entre le Canada et la Communauté économique européenne.

Quand on pense, par exemple, que M. Bouchard est allé mentionner qu'on utiliserait le dollar américain comme les Européens le font, je trouve que c'est une comparaison très boiteuse. Si la Communauté économique européenne est d'abord une union économique qui, elle, construit des liens politiques, nous, nous avons déjà un pied devant eux car nous avons déjà les liens politiques. Ce qu'on oublie, c'est que l'union économique européenne aura une monnaie commune, mais on l'appellera l'ECU et ce ne sera pas une monnaie appartenant à un pays membre des 12, comme le proposait M. Bouchard qui voudrait d'abord avoir la monnaie américaine, donc une monnaie qui appartiendrait à un partenaire nord-américain. C'est avoir un sentiment de colonisé!

Il est évident que le système actuel, et je n'aurai pas la prétention de le prétendre, n'est pas parfait, mais si on s'unit, si on veut le peaufiner ce système, on pourra construire le Canada et le Québec de demain d'une façon efficace. On sera compétitif. Tandis que si on saute dans la vision des représentants de l'opposition officielle, on parle de débats constitutionnels qui, après même un éventuel vote sur la question de la séparation du Québec, perdurerait entre cinq et dix ans. Ce sont des années précieuses. Les changements technologiques sont importants et il ne faut pas manquer le bateau.

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ce qui m'a frappé à la toute fin du discours du député d'Outremont, c'est cette affirmation que la Communauté européenne est en train de prendre le chemin canadien dans son évolution. Je trouve cela assez extraordinaire parce que ce qui fait la force de la Communauté économique européenne, c'est qu'elle est constituée de pays souverains.

J'aimerais voir le chef du gouvernement, le premier ministre, se rendre à l'Assemblée nationale française—je parle du premier ministre parce que ce n'est sûrement pas le député d'Outremont qui ferait ça—donc, le premier ministre se rendre à l'Assemblée nationale française et annoncer aux Français qu'ils sont sur le chemin du Canada et que dans dix ans la France ne sera plus un pays souverain. J'aimerais voir le premier ministre se rendre au Bundestag, à Berlin, tenir le même langage, annoncer aux Allemands que l'Allemagne ne sera plus un pays souverain ou tenter la même expérience à Westminster. C'est vraiment deux langages. J'imagine que les conseillers du premier ministre lui indiqueraient de ne pas tenir un tel discours. Et peut-être qu'il s'en rendrait compte lui-même également.

Référons-nous à des personnages sérieux, je pense à M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations Unies, qui nous disait à Montréal qu'il y a actuellement deux courants à travers le monde. Un qui voit les nations et les peuples se donner un pays; et l'autre qui voit ces mêmes pays s'unir en de grands ensembles économiques. Or, c'est dans ça que le Québec s'inscrit. C'était contre ça que les libéraux parlaient du temps du